

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 18 SEPTEMBRE 2019**

JP/VF

**OBJET : 1.8 INVESTISSEMENTS - TECHNIQUE – SEBA DISTRIBUTION – RESERVOIR LE VALENTIN
LALEVADE D'ARDECHE**

L'an deux mille dix-neuf, le dix-huit du mois de septembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

1.8 INVESTISSEMENTS - TECHNIQUE – SEBA DISTRIBUTION – RESERVOIR LE VALENTIN LALEVADE D'ARDECHE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

En 2016, pour appréhender l'état du patrimoine avant la fin des contrats de délégation de service public, a été établie une liste non exhaustive du patrimoine, ciblant essentiellement des installations n'ayant pas fait l'objet de gros travaux de reprise ou de renouvellement depuis plus de deux ou trois ans.

Une des priorités identifiées en matière de sécurité concerne le réservoir Le Valentin situé à Lalevade (alimenté par le poste de livraison situé aux Issoux), d'une capacité de 2x200 m³. Ce réservoir est le réservoir de tête de Lalevade. Il présente un génie civil très dégradé, notamment la toiture de la chambre de vanne (acier totalement corrodé, avec risque d'effondrement possible). Les cuves du réservoir et murs de la chambre de vanne semblent dans un meilleur état. Les équipements de sécurité (échelle - garde-corps) sont peu ou pas présents ou dans un très mauvais état avec risques pour le personnel.

Des diagnostics du génie civil et amiante ont été réalisés en 2017, permettant d'appréhender plus exactement les travaux à réaliser.

Le diagnostic de génie civil :

- confirme qu'il est nécessaire d'entreprendre des travaux de reprise de génie civil (notamment la toiture de la chambre de vanne, mais également de traiter de nombreux aciers apparents sous la coupole des cuves),
- confirme qu'il y a lieu de réaliser les équipements nécessaires pour assurer la sécurité du personnel (échelles rouillées, garde-corps désolidarisés du génie civil...),
- propose, afin de pérenniser l'ouvrage et ses réparations, de renouveler l'enduit intérieur d'étanchéité des cuves.

Le diagnostic amiante se révèle négatif.

Par délibération du 15 novembre 2017, le bureau syndical a décidé de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre et le bureau d'études Gaxieu a été retenu pour assurer cette mission. L'ensemble de l'opération a été évaluée sommairement à 140.000 € HT, dont 65.000 € HT de travaux d'étanchéité et 40.000 € HT de travaux de reprise du génie civil et des ouvrages de sécurité.

Le maître d'œuvre a remis le rapport de la phase avant-projet. Après étude globale (génie civil et œil critique sur l'hydraulique) des différentes solutions techniques et appréhension du contexte difficile (double reprise vers deux réservoirs supérieurs), il propose les travaux suivants :

- reprise génie civil (étanchéité et ouvrages de sécurité) : 102 136 €HT
- renouvellement canalisation et équipements hydrauliques : 91 728 €HT

L'enveloppe globale de cette opération, estimée par le maître d'œuvre, est de 214 000 €HT (hors coût de maîtrise d'œuvre).

Il est proposé d'inclure le renouvellement des canalisations et équipements hydrauliques dans cette opération. En effet, le diagnostic de la partie hydraulique a mis en évidence l'état de vétusté très avancé (corrosion fortement avancée, équipements et conduites inutiles, ...) nécessitant un renouvellement complet et une réorganisation intérieure du réservoir.

La régie d'exploitation prévoit également le renouvellement des deux groupes de pompe, des armoires de télécommande et de la partie électrique en coordination et dans le cadre de ces propositions de travaux.

Suite à cet exposé, l'ensemble de l'opération s'en trouve donc modifiée et portée à la somme de 230 000 € HT (incluant travaux de reprise de génie civil, renouvellement de canalisations et équipements hydrauliques, divers et imprévus et coût réévalué de la maîtrise d'œuvre).

Les crédits nécessaires sont partiellement inscrits au budget en opérations 104 (au titre du rattrapage renouvellement équipements) et 105 (réhabilitation des ouvrages de génie civil). Un ajustement est à prévoir dans le cadre de la DM soumise au prochain comité syndical.

Le bureau syndical est appelé à délibérer sur :

- l'engagement de travaux de rénovation complets sur le réservoir Le Valentin pour un coût total estimé à 230 000 € HT ;
- la signature d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour un montant supplémentaire de 6500 € HT soit un coût total de 13200 € HT estimé ;

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- **VALIDER** l'avant-projet du maître d'œuvre pour une économie de 230 000 € HT
- **SOLLICITER** les aides du Conseil départemental, de l'Agence de l'Eau, de l'Etat
- **AUTORISER** le Président à lancer la consultation travaux, dans le cadre d'un marché à procédure adaptée (deux lots techniques) et sur la base des critères suivants :
 - Valeur technique (appréciée notamment en fonction de la note méthodologique du candidat, de son appréhension du contexte, des moyens, de la qualification du candidat et de la planification proposée) avec une pondération de 60 %,
 - Prix avec une pondération de 40 %
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL